

EMBAUCHE DE CONTRACTUELS, RESTRUCTURATIONS AU PAS DE CHARGE: PAS DE PAUSE POUR LA DESTRUCTION DE L'ADMINISTRATION!

Alors qu'on multiplie les projections apocalyptiques, qu'on met en place le confinement de tout le pays (sauf pour aller travailler !), qu'on nous appelle à la responsabilité pour lutter contre l'épidémie, le gouvernement décide de profiter de la crise sans aucune pitié pour mettre un clou supplémentaire dans le cercueil de la Fonction Publique, en mettant en place l'embauche de contractuels sur des postes de fonctionnaires DGFIP pour le mois de décembre tout en fermant les services à tour de bras.

Contractuels dans la DGFIP : fin des mutations et de la promotion interne, fin du service public

Suite à l'adoption de la loi de Transformation de la Fonction Publique l'année dernière, la DGFIP a été ouverte, comme les autres administrations de l'État, à la contractualisation.

La note RH1C-2020-06-4916 a précisé les modalités d'application pour notre administration : les contractuels auront vocation à pourvoir les postes restés vacants à l'issue du mouvement de mutation 2020.

Parce que le gouvernement et la Bercy refusent d'ouvrir les concours pour compenser les départs en retraite, ils décrètent la création d'emplois précaires ! Comme si on ne voulait pas être fonctionnaires ! Comme si on ne savait pas que les DDFIP gardent à chaque mouvement des emplois vacants pour les supprimer l'année d'après !

Tous les agents, tous les contrôleurs, tous les inspecteurs dont la mutation a été refusée l'année dernière seront heureux d'apprendre qu'après l'arrivée des stagiaires issus des concours qui n'avaient rien demandé, ils seront maintenant en concurrence avec les CDD recrutés par l'administration.

Les contrats proposés seront des CDD de droit public (sans les droits et les garanties des conventions collectives du privé) pour une durée de trois ans. On transforme la fonction publique de carrière en fonction publique de mission.

Avec la loi de transformation publique, les CCD pourront se cumuler pendant des années, ils ont fait disparaître l'obligation de titularisation. La DGFIP va devenir une nouvelle machine à fabriquer des précaires. Pour les contractuels C, ce sera 1295 € par mois ! Une honte !

Les fiches de postes ont été établies par les directions déficitaires et publiées pour un total de 433 postes recensés pour l'instant, 195 C, 75 B et 163 A.

Cela veut dire 75 postes de moins au concours B, 163 postes en moins pour le concours A !

A cela il faudra ajouter toutes les suppressions d'emplois !

Et nous savons que cela ne fera que s'accélérer : cela veut dire l'assèchement progressif des concours, la concurrence dans les services entre fonctionnaires et contractuels et le démantèlement progressif de l'administration nationale. La Poste et France Télécom, anciennes administrations

d'État privatisées, nous montrent ce qui nous attend. Voilà pourquoi ils veulent faire disparaître nos statuts, à ce stade ils ne peuvent pas nous virer ou nous privatiser de force tant que nous restons fonctionnaires d'État.

ET CE N'EST PAS LE CONFINEMENT QUI VA LES ARRÊTER, AU CONTRAIRE !

FERMETURES DE SERVICES : NO LIMIT

Pour 2021, la DDFIP 93 officialise la fermeture des trésoreries de Livry Gargan, Le Raincy, et de la partie municipale de Montfermeil pour 2021. Elle les fusionnera à la place des SIE/PCE du Raincy qui doivent fermer et fusionner avec les SIE/PCE de Livry Gargan. Les SIE/PCE de Noisy-Le-Sec doivent fusionner avec ceux de Bobigny dans le Berlioz. La partie CH de la trésorerie de Montreuil doit être fermée et redistribuée entre les trésoreries d'Aulnay CH et de Montfermeil.

Et toujours l'immeuble Berlioz en 2021 avec de 460 à 560 agents (ça dépend des jours et des chefs qui nous en parlent) où nous devons nous entasser au premier trimestre 2021 en pleine crise sanitaire. Par contre, surtout restez chez vous le soir et le week-end pour éviter de propager l'épidémie !

Sans aucune préparation, la DDFIP 93 annonce le 20 octobre la fermeture du SIP de Noisy-Le-Sec courant 2021 !

Les documents fournis annoncent qu'il sera scindé en deux, une moitié des agents sur la trésorerie impôts de Bondy (dont les locaux sont inadaptés pour recevoir les usagers et trop petits), l'autre moitié n'est même pas citée !

Face à ces offensives sans précédent sur le département contre le service public et contre les agents, la CGT Finances Publiques 93 maintiendra son activité pendant le confinement. C'est maintenant que notre avenir se joue, comme celui de tous les salariés et de tous les indépendants qui sont licenciés, ou qui font faillite à cause de la politique criminelle de ce gouvernement. Un gouvernement qui a maintenu les fermetures de lits, qui refuse de titulariser les contractuels de la santé, qui continue de liquider l'hôpital public et qui nous accuse d'être responsables de l'épidémie ! Qui fait revenir les soignants atteints de COVID dans les hôpitaux parce qu'ils manquent de personnel ?!

CA SUFFIT !

SI LE GOUVERNEMENT ET BERCY SE SOUCIENT DE NOTRE SANTE, QU'ILS ARRESENT LEURS REFORMES ET LEURS RESTRUCTURATIONS !

NON AU NOUVEAU RESEAU DE PROXIMITE NON RESTRUCTURATIONS ! NON A L'EMBAUCHE DE CONTRACTUELS !

QU'ON RECRUTE DES FONCTIONNAIRES POUR COMBLER TOUS LES POSTES VACANTS ET ASSURER TOUTES NOS MISSIONS, QU'ON APPELLE LES LISTES COMPLEMENTAIRES !

OBTENONS LE RETRAIT LA LOI DE TRANSFORMATION PUBLIQUE !

PREPARONS ENSEMBLE LE COMBAT POUR DEFENDRE NOS STATUTS, NOS EMPLOIS ET LE SERVICE PUBLIC !